

APPEL pour "*Changer à gauche à Clamart*" proposé par le Front de Gauche Clamartois

Les signataires de cet appel font partie de la majorité populaire qui a permis, en mai 2012, de chasser Nicolas Sarkozy et une droite qui n'ont eu de cesse de détricoter les acquis sociaux issus de la Libération et des luttes populaires.

Partie prenante de la volonté de changement qui s'est alors exprimée, nous ne nous retrouvons pas dans la politique gouvernementale actuelle dont la volonté affichée de réduire les déficits publics ne peut que conduire à toujours plus d'austérité et de chômage.

Aujourd'hui le gouvernement applique une politique marquée par la volonté de rassurer les marchés et le refus de reprendre au capital la part des richesses qu'il ne cesse d'amasser au détriment de la collectivité : Traité européen Merkel-Sarkozy ratifié sans modification, loi de programmation budgétaire et budget 2013 marqués par l'austérité et la baisse des dépenses publiques, pacte de compétitivité et baisse du coût du travail, Arcelor-Mittal, PSA, Renault, etc. Ce gouvernement n'envisage pour relancer l'activité qu'une croissance déconnectée de la satisfaction des besoins sociaux et des exigences de la transition écologique. C'est la même spirale infernale qui, menée dans d'autres pays européens, a conduit à l'échec, entraînant la régression sociale et la précarisation de masse.

La politique du gouvernement Hollande - Ayrault conduit la gauche à l'échec au niveau national. La question du changement reste entière.

ET POUR NOUS A CLAMART ?

Les réductions budgétaires nationales de 60 milliards sur 5 ans ont en particulier pour conséquence d'asphyxier les collectivités locales. Alors que 75 % des investissements publics sont financés à l'échelle locale, ce choix conduit à la récession. Le projet de nouvelle étape en matière de réforme des collectivités renforce la mise en concurrence des territoires au détriment de la démocratie locale. Cela remet en cause le principe d'égalité entre communes et pénalise tous les services publics.

Nous voulons au contraire mettre en œuvre une politique communale pour le développement du service public et le soutien des personnes les plus touchées par la crise, favoriser un nouveau développement de la démocratie active, mettre en place des politiques écologiques volontaires adaptées au territoire communal. Nous voulons faire de la prochaine municipalité un point d'appui pour résister aux conséquences néfastes de la logique d'austérité du gouvernement, et à l'asphyxie des collectivités locales qu'elle entraîne.

Depuis les élections municipales de 2001, Clamart est gérée par une municipalité de gauche. Le programme de coalition de 2001, puis celui de 2008, ont permis d'améliorer nombre d'éléments de vie dans la commune :

- Construction et rénovation de bâtiments publics utiles à tous et économes en énergie ;
- Construction de logements sociaux dans tous les quartiers ;
- Quotient familial étendu à de nombreuses activités scolaires et périscolaires ;
- Création de nombreuses places en crèches ;
- Mise en place des bases de la démocratie participative ;
- Maîtrise du financement des grands projets de la ville.



